

# QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?

HUGO PATIN  
18 MARS 2022



# QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?

L'incursion massive de Poutine en Ukraine a entraîné le conflit russo-ukrainien (qui avait débuté en 2014) dans une dangereuse escalade. Ce conflit, qui semble aujourd'hui prendre un tournant asymétrique (implication des civils dans les combats) tend à s'installer durablement en Europe, remettant le continent sur le devant de la scène internationale. Sans attendre, la communauté internationale (UE, États-Unis, Royaume-Uni, Suisse et d'autres pays comme le Japon, le Canada ou l'Australie) a décidé d'agir contre la Fédération de Russie. Déjà en 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée, l'Union Européenne, les États-Unis, le Japon, l'Ukraine et le Canada avaient décidé des sanctions économiques fortes à l'encontre de la Russie. En 2022, le conflit ukrainien s'est ainsi généralisé et de nouvelles sanctions économiques, inédites en Europe, ont été dirigées contre la Russie. Pour la communauté internationale, il ne s'agit pas de faire la guerre à Poutine par les armes, car cela entrainerait le monde dans un conflit globalisé, mais bien de mener une guerre économique, dont l'objectif est de provoquer l'effondrement de l'économie Russe.

Cependant, ces sanctions impactent-elles vraiment l'économie de la Fédération de Russie ? Quel est le prix à payer pour les États qui se lancent dans cette guerre économique ? Enfin ces sanctions peuvent-elles réellement faire taire les armes ?





## RAPIDE RETOUR SUR LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES MISES EN PLACE PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Les sanctions économiques concernent plusieurs secteurs d'activités et notamment les secteurs les plus stratégiques pour la Russie. Sont ainsi sanctionnés les secteurs de la finance, des transports, de l'énergie et des technologies, ainsi que le secteur bancaire.

### TRANSPORT ET TECHNOLOGIES



**UE + ROYAUME UNI + SUISSE : FERMETURE DE L'ESPACE AÉRIEN AUX COMPAGNIES AÉRIENNES ET AVIONS RUSSES.**

**EN REPRÉSAILLES, LA RUSSIE FERME SON ESPACE AÉRIEN AUX COMPAGNIES AÉRIENNES DE 36 PAYS DONT LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE, LE ROYAUME-UNI ET LE CANADA.**

**UE : ACCÈS AUX « TECHNOLOGIES CRUCIALES », COMME LES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES OU DES LOGICIELS, BLOQUÉ À LA RUSSIE**

**ROYAUME-UNI : REFUS D'ACCÈS AUX PORTS BRITANNIQUES DE TOUS NAVIRE BATTANT PAVILLON RUSSE, ENREGISTRÉ, POSSÉDÉ, CONTRÔLÉ, AFFRÉTÉ OU EXPLOITÉ PAR DES RUSSES**

### EXPORTATIONS



**UE : SUSPENSION DES EXPORTATIONS DE « TECHNOLOGIES CRUCIALES » DEPUIS L'UE. IL S'AGIT DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES, DE LOGICIELS, D'ÉQUIPEMENTS DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET SPATIALE**

**MISE EN PLACE D'UN EMBARGO EUROPÉEN SUR LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS D'ARMES**

**UE : INTERDIT L'EXPORTATION DES BIENS À DOUBLE USAGE DESTINÉS À UNE UTILISATION MILITAIRE EN RUSSIE**

**CANADA : BLOQUE LES PERMIS D'EXPORTATION POUR LA RUSSIE**

**ÉTATS-UNIS : BOYCOTT DES IMPORTATIONS DE PÉTROLE, GAZ, VODKA, DIAMANTS ET PRODUITS DE LA MER RUSSES. FIN DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE LUXE VERS LA RUSSIE**

**JAPON : BLOQUE LES EXPORTATIONS DE SEMI CONDUCTEURS VERS LA RUSSIE**

**CORÉE DU SUD : INTERDIT LES EXPORTATIONS DE MATÉRIELS STRATÉGIQUES VERS LA RUSSIE**

## FINANCES



## RÉSEAU BANCAIRE



UE + SUISSE : GEL DES AVOIRS ET ACTIFS FINANCIERS DES HOMMES POLITIQUES ET OLIGARQUES RUSSES, DONT VLADIMIR POUTINE ET SERGUEÏ LAVROV

FRANCE : LES SERVICES DU MINISTÈRE DES FINANCES, DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ET DE TRACFIN TRAQUENT LES IMMEUBLES, ACTIFS FINANCIERS, JETS ET YACHTS DES PERSONNALITÉS RUSSES POUR PROCÉDER À LEURS SAISIES.

ROYAUME-UNI : GEL DES AVOIRS ET ACTIFS FINANCIERS DE GENNADY TIMCHENKO, (ACTIONNAIRE DE LA BANQUE ROSSIYA), DE BORIS ROTENBERG ET SON NEVEU IGOR ROTENBERG.

ÉTATS-UNIS : SANCTIONS CONTRE LES ENTREPRISES PROCHES DE L'ÉTAT RUSSE COMME GAZPROM

JAPON : GEL DES ACTIFS FINANCIERS DES PERSONNES ET ORGANISATIONS RUSSES

CANADA : SANCTIONS CONTRE DES « MEMBRES DE L'ÉLITE RUSSE »

UE : GEL DES ACTIFS DE LA BANQUE CENTRALE RUSSE, AFIN DE PARALYSER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES DE LA RUSSIE ET DE RESTREINDRE SON ACCÈS AUX MARCHÉS DES CAPITAUX. L'OBJECTIF EST D'EMPÊCHER LES AUTORITÉS D'UTILISER LES RÉSERVES DE LA BANQUE CENTRALE RUSSE POUR CONDUIRE L'OPÉRATION MILITAIRE.

UE + SUISSE + RU + ETATS-UNIS+ CANADA : EXCLUSION DE LA RUSSIE DU SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE INTERNATIONAL SWIFT

RU : SANCTIONS A L'ENCONTRE DE 5 BANQUES RUSSES : ROSSIYA BANK, IŞBANK, GENBANK, PROMSVYAZBANK ET DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MER NOIRE

CANADA : SANCTIONS À L'ENCONTRE DES « GRANDES BANQUES RUSSES »

ETATS-UNIS : SANCTION DES DEUX DES PLUS IMPORTANTES BANQUES RUSSES, SBERBAK ET VTB



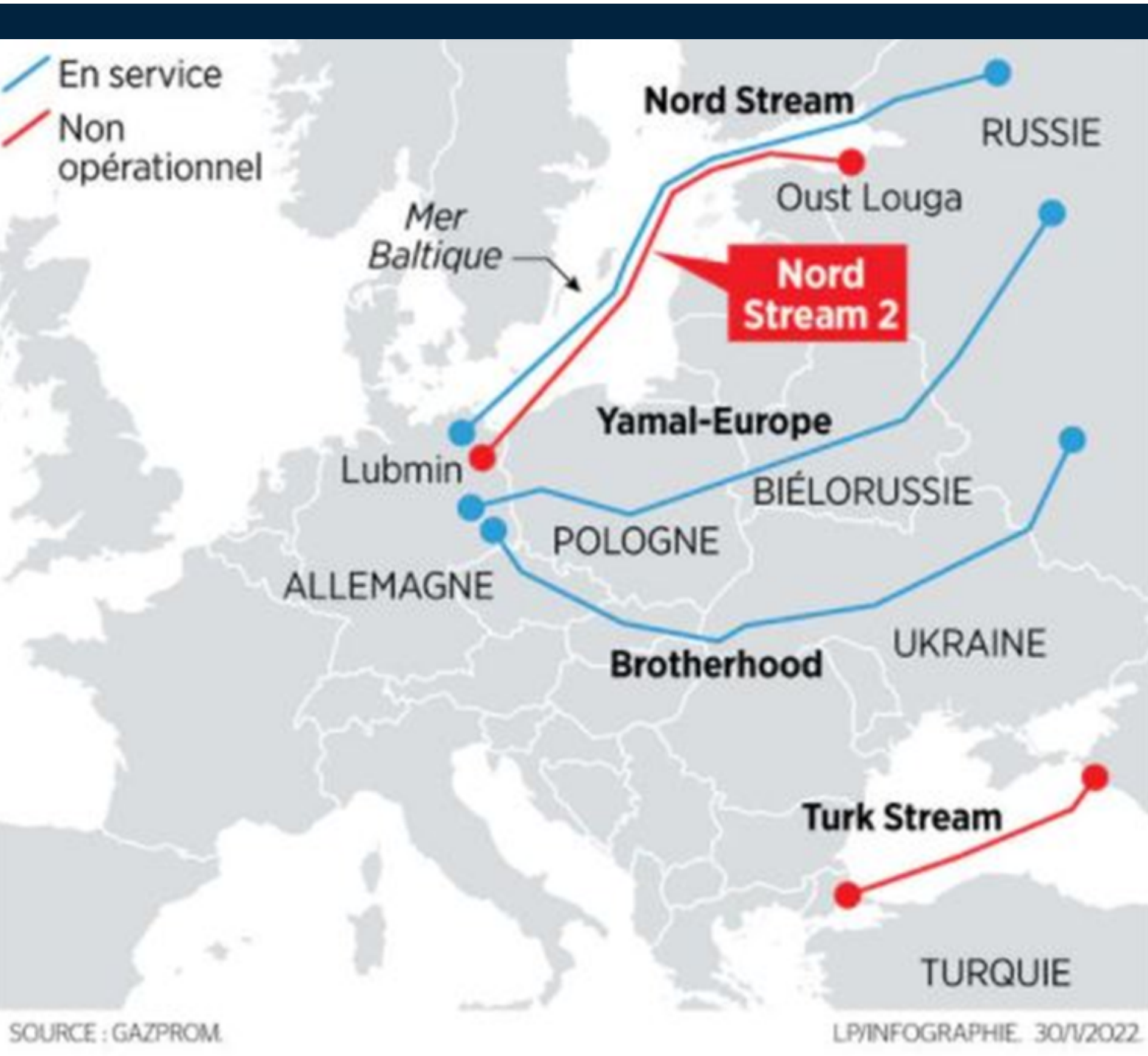
Poursuivant l'objectif de mener une guerre économique totale à la Russie, la communauté internationale espère, par ses sanctions, couler l'économie russe :

- La suspension des exportations de « **technologies cruciales** » depuis l'UE vise à couper l'accès de la Fédération de Russie aux composants électroniques, aux logiciels et aux équipements de l'industrie aéronautique et spatiale nécessaires au bon maintien et au développement économique russe dans le secteur du numérique et de la haute technologie. Par ailleurs, la sanction japonaise qui vise à priver la Russie des exportations de semi-conducteurs vient également frapper de plein fouet le secteur industriel russe. En effet, ces **semi-conducteurs** constituent la base de toute l'informatique moderne et sont nécessaires au bon fonctionnement de tous les appareils informatiques, et notamment des objets connectés. Ils sont utilisés par exemple pour éviter la surchauffe des ordinateurs, des tablettes ou des smartphones. On peut aussi en trouver dans les radios à transistor, les téléviseurs, les consoles de jeux vidéo, et dans le matériel médical. Mais la principale utilisation de ces semi-conducteurs concerne l'industrie moderne, l'aéronautique et l'automobile. Cette sanction affecte donc considérablement la Russie.
- Le gel **des avoirs et actifs financiers** des hommes politiques et hommes d'affaires, des hauts gradés de l'armée et autres oligarques russes, ainsi que d'une demi-douzaine de journalistes, vise directement les élites russes. Cette sanction concerne notamment Igor Setchine, le patron du groupe Rosneft, un des plus grands producteurs de pétrole brut au monde, et Nikolai Tokarev, PDG de Transneft, autre poids lourd du secteur du pétrole et du gaz. Des banquiers russes sont également sanctionnés à l'image de Petr Olegovich Aven et Mikhail Fridman, actionnaire et fondateur du conglomérat Alpha Group, ainsi que Peter Fradkov, le président de la Promsvyazbank. Enfin cette mesure concerne aussi des personnalités culturelles comme le violoncelliste Sergueï Pavlovitch Roldouguine ou encore l'écrivain russe Yevgeniy Prilepin.

L'objectif ici est de toucher au portefeuille et au patrimoine des élites russes. Concrètement, un oligarque russe en France ne pourra plus, ni vendre ses propriétés en France, ni effectuer de quelconques achats. La France procède également à la saisie des immeubles, jets privés et yachts des personnalités russes sur le sol français.



# QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?



- La suspension de la mise en service du gazoduc **Nord Stream 2** par l'Allemagne.

Nord Stream 2 est un gazoduc de plus de 1 200 kilomètres reliant par la mer Baltique la Russie et l'Allemagne. Possédé et exploité par l'entreprise russe *Gazprom* (associée à cinq investisseurs européens, dont la société française Engie), il permet à la Russie de faire commerce à l'Allemagne (et plus généralement à l'Europe), du gaz qu'elle possède. Avec une mise en place des gazoducs sub-aquatiques Nord Stream 1 et Nord Stream 2, la Russie, qui exporte du gaz en grande quantité vers l'Europe, sera plus indépendante des gazoducs européens comme Brotherhood et Yamal-Europe.

Cela lui permettra notamment de se libérer des taxes imposées par les pays que ces gazoducs traversent. À noter que Nord Stream 2 n'a encore jamais été mis en service (l'Allemagne en avait suspendu la certification pour non-respect d'une directive européenne). Nord Stream 2 se présente donc comme une alternative à l'utilisation du gazoduc Brotherhood, qui passe par l'Ukraine et du gazoduc Yamal-Europe, qui passe par la Pologne. La mise en service de Nord Stream 2 constitue donc un enjeu stratégique pour la Russie. A travers cette sanction, l'Allemagne et plus largement l'Union Européenne espère mettre à mal le marché énergétique russe. Une sanction supplémentaire pourrait être la fermeture de Nord Stream 1, qui serait catastrophique pour l'économie russe.

- Le **gel des actifs de la Banque centrale russe** poursuit l'objectif de paralyser les transactions financières de la Russie et de restreindre son accès aux marchés des capitaux. Le but est d'empêcher les autorités russes d'utiliser les réserves de leur Banque centrale pour conduire l'opération militaire en Ukraine. En effet, une grande partie des réserves de la banque centrale russe est détenue à l'étranger en euros ou en dollars. Certains pays ciblent également des banques privées comme le Royaume-Uni, qui sanctionne cinq banques russes (Rossiya Bank, Işbank, GenBank, Promsvyazbank et la Banque de développement de la mer Noire) et les Etats-Unis, qui sanctionnent deux des plus importantes banques russes : Sberbak et VTB.



# QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?

- Concernant le système **SWIFT**, la privation d'accès de certaines banques russes au réseau bancaire mondial vise à bloquer les exportations et importations russes. Il sera désormais impossible pour ces banques de conduire des échanges commerciaux avec des établissements étrangers via SWIFT. Certaines banques (surtout celles essentielles aux Européens pour acheter du gaz russe) sont néanmoins exemptées de cette sanction internationale.

**SWIFT** pour « Society for Worldwide Interbank Financial Télécommunication » est le titanesque réseau de messagerie ultra-sécurisée dédiée aux opérations financières internationales. Ainsi, SWIFT centralise les ordres de virement entre les clients de différentes banques et permet ainsi de faciliter et de sécuriser les grosses transactions, notamment en minimisant les coûts. Plus de 11 000 établissements bancaires dans 200 pays utilisent le réseau SWIFT, qui joue alors un rôle considérable dans les rouages de la finance internationale [2]. Les conséquences visiblement attendues par la communauté internationale d'une déconnexion des banques russes seraient la perte conséquente des revenus russes d'exportation, et notamment des exportations de pétrole (certains observateurs parlent d'une perte proche de 50%) et la chute du commerce extérieur russe.

Cette sanction internationale poursuit ainsi l'objectif d'asphyxier le système bancaire et les entreprises russes, qui devront trouver d'autres moyens d'effectuer des transactions à l'étranger. Plus concrètement, si un exportateur russe souhaite acheter des voitures françaises par exemple, la banque russe devrait être dans l'impossibilité de transmettre l'ordre de virement à la banque française. Le client russe peut néanmoins effectuer la transaction en liquide ou via une banque tierce qui elle est connectée à SWIFT. Cette banque tierce devra ainsi être basée hors de Russie.



crédit photo : John MACDOUGALL / AFP

- Enfin des **entreprises privées** ont, elles aussi, pris des sanctions à l'encontre de la Russie. C'est le cas des entreprises énergétiques BP, Shell et Eni, et des entreprises de transport UPS, CMA CGM, Maersk, MSC et FedEx, qui annoncent toutes se désengager de leurs activités en Russie. Les réseaux sociaux ne sont pas en reste, META, Google, Twitter et TikTok ont mis en place des mesures restrictives à l'encontre de médias russes comme RT ou Sputnik. Apple a également annoncé la suspension des ventes de ses produits physiques en fédération de Russie. Par ailleurs, le monde du cinéma se mobilise également contre la Russie. Disney, Warner Bros et Sony Pictures ont annoncé la suspension de la sortie de leurs films en Russie.



# QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?

Le but ultime des sanctions économiques est ainsi de limiter au maximum les transactions sur le marché russe afin de couler l'économie du pays. À noter que d'autres sanctions diplomatiques, culturelles et sportives ont également été mises en œuvre par la communauté internationale, parmi lesquelles, l'interdiction de séjour en Occident des hommes politiques et oligarques russes, l'interdiction de participation de la Russie à la coupe du monde de football 2022 et à l'Eurovision, la suspension des Olympiades russes d'échecs (pourtant sport national), ou encore la suspension de la tournée des « cœurs de l'armée rouge » en France. Concernant le sport, de nombreuses sanctions ont été mises en place contre les fédérations russes dans le basket, le biathlon, l'équitation, le football, le hockey sur glace, le judo, le patinage artistique, le sport automobile, le tennis ainsi que le volley-ball.

## L'ÉCONOMIE RUSSE EST-ELLE IMPACTÉE ?

Il est encore trop tôt pour constater clairement quels ont été les effets de moyen et long terme des sanctions économiques sur l'économie russe. Néanmoins, ce que l'on peut constater à (très) court terme, c'est que la valeur du rouble s'est effondrée à des niveaux historiquement bas. En effet, en mars 2022, la monnaie russe s'échange à **107** roubles contre 1 dollar américain. A titre de comparaison, sur toute l'année 2021 et jusqu'au mois de février 2022, la valeur du rouble était en moyenne de **75** roubles pour 1 dollar américain [3]. Cette forte dévaluation du rouble devrait alors se traduire par une augmentation de l'inflation. Pour tenter de soutenir la valeur de sa devise nationale, la banque centrale russe a relevé début mars son taux d'intérêt directeur de 9,5 % à 20 %, tout en ordonnant aux entreprises nationales de vendre 80 % de leurs recettes en roubles et en interdisant aux investisseurs non-résidents de vendre des titres russes.

## CES CONTRE-MESURES SERONT-ELLES EFFICACES ?

Le rôle d'une banque centrale est de garantir la stabilité monétaire de la devise nationale. Pour ce faire, les banques centrales disposent d'un outil : leurs **taux directeurs**. On parle en fait du taux de refinancement, qui est l'un des trois taux qui composent le taux directeur d'une banque centrale. C'est ce taux qui permet d'orienter les taux d'intérêts des banques commerciales à la hausse ou à la baisse. En effet le taux de refinancement est celui auquel les banques commerciales empruntent leurs liquidités aux banques centrales. Pour être gagnantes, les banques commerciales doivent donc fixer leurs taux d'intérêts à un niveau supérieur à celui du taux de refinancement de la banque centrale. Dès lors, plus le taux de refinancement d'une banque centrale est élevé, plus les taux d'intérêts des banques commerciales le sont aussi. In fine, pour une banque commerciale, un taux d'intérêt élevé permet de réduire la masse monétaire en circulation (car il sera plus contraignant d'emprunter). Autrement dit, un taux directeur (taux de refinancement) élevé réduit l'**offre de monnaie** des banques commerciales et donc la masse monétaire en circulation.



Dès lors, un taux directeur élevé signifie une offre de monnaie réduite et donc une diminution de l'inflation, mais également de la consommation et des investissements, et ainsi à terme, une diminution de la croissance. Aussi, un taux directeur élevé (et donc des taux d'intérêts élevés) permet d'inciter la population à épargner au sein des banques, car les intérêts des épargnants augmentent. Un taux directeur élevé d'une banque centrale signifie donc, **diminution de l'inflation, ralentissement de la croissance**, et **incitation à l'épargne**.

Concernant la **banque centrale russe** donc, le gel de ses actifs à l'étranger a provoqué le blocage d'une partie des réserves de change russe. D'autant plus que seul 22% des réserves de change de la Russie sont détenues localement. Or les réserves des banques nationales permettent généralement de soutenir la devise nationale. En effet, résumé simplement, plus on a de réserve, plus on est crédible à utiliser sa monnaie nationale et plus les investisseurs ont confiance en la stabilité de la devise nationale. Le gel des réserves de la banque centrale russe détenues à l'étranger a ainsi mis à mal la confiance des investisseurs et des consommateurs (la population) dans la capacité de la Russie à maintenir une monnaie forte, ce qui peut expliquer la forte dévaluation du rouble. On a d'ailleurs pu observer des files d'attentes se former devant les distributeurs bancaires dans les villes russes. Dès lors, pour contenir cette dévaluation, la banque centrale russe a en urgence relevé son taux directeur à 20% [4]. Comme nous l'avons vu, cela devrait avoir pour effet d'éviter un envol de l'inflation (et donc de freiner la dévaluation du rouble), et d'inciter les clients à maintenir leurs avoirs (à garder leur argent) dans les banques, autrement dit, à épargner. Cependant, cela risque de ralentir la croissance.

Concernant le **marché bancaire russe**, une coupure des banques commerciales du réseau SWIFT va poser un réel problème d'accès aux devises étrangères dont le dollar et l'euro. Cela peut notamment aboutir à de nombreux défauts de paiement car les entreprises étrangères vont avoir des difficultés à régler leurs achats aux entreprises russes. A terme, le risque principal est celui d'une crise de la liquidité en devises étrangères. Et faute de ces liquidités, les entreprises russes ne pourront ni payer leurs réapprovisionnements, ni rembourser leurs dettes à l'étranger. Afin d'éviter cette crise de liquidités en devises étrangères, Poutine a ordonné aux entreprises nationales de vendre 80 % de leurs recettes en rouble.





Ainsi la Russie pourrait être fortement impactée par les sanctions de l'Europe et de ses partenaires. La société d'analyse Capital Economics a estimé que ces sanctions pourraient affecter la croissance russe à hauteur de 1 à 2 point de PIB. Toujours selon cette même société d'analyse, les sanctions pourraient également augmenter l'inflation russe de l'ordre de 3 points.

## MAIS L'ÉCONOMIE RUSSE A-T-ELLE RÉELLEMENT LA TÊTE SOUS L'EAU ?

Reprenons les principales sanctions auxquelles la Russie doit faire face.

### SWIFT

En réalité, la Russie dispose de 3 outils de contournement de la sanction qui visent à l'éloigner du réseau SWIFT.

1

D'abord il est important de noter que la Russie est un acteur majeur du système SWIFT avec environ 300 membres, ce qui la place en deuxième position derrière les États-Unis. Mais dès 2014 et les premières menaces de coupures, les institutions financières russes avaient développé un système de télécommunication alternatif dénommé **SPFS (System for Transfer of Financial Messages)**. Ce système compte aujourd'hui plus de 400 membres en Russie, mais également quelques-uns en Biélorussie, en Arménie, au Kazakhstan, en Allemagne, en Suisse et en Chine [5]. Ce système de substitution au réseau SWIFT permet ainsi à la Russie d'effectuer des transactions financières avec la Chine et la Biélorussie qui, elles, passent ensuite les transactions via SWIFT. Cela permet à la Russie de contourner les effets attendus de cette sanction, malgré des coûts et des délais de transaction plus élevés. Des discussions sont également en cours pour connecter le système SPFS russe à des partenaires commerciaux tel que l'Inde ou l'Iran.

2

Face à cette sanction, la Russie a également étendu son utilisation du « SWIFT Chinois », le **CIPS (China International Payments System)**. Développé par la Chine en 2015, ce système de paiement interbancaire transfrontalier chinois a traité 80 000 milliards de Yuans (12 680 milliards de dollars américains) en 2021 [6], et comprend près de 1280 institutions financières dans 103 pays différents. Des banques occidentales comme HSBC et BNP Paribas utilisent également le système CIPS Chinois, la Russie pourra donc continuer à effectuer des transactions avec ces banques via CIPS.



3

Troisièmement, pour se préparer l'éviction de ses principales banques du réseau SWIFT, le gouvernement russe avait créé un système national de cartes de paiement, dénommé **Mir (Mir-Pay)** pour traiter les paiements par carte. Actuellement, plus de 69,7 millions de cartes Mir ont été émises par 300 banques russes [7]. Toutefois, peu de pays étrangers l'utilisent actuellement, on dénombre tout de même l'Abkhazie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ossétie du Sud, l'Ouzbékistan, la Turquie, le Vietnam, les Emirats arabes unis, la Bulgarie et la Thaïlande [8]. Les cartes Mir sont d'ailleurs utilisées en Crimée où toutes les conditions de fonctionnement ont été créées. Sur la péninsule, tous les guichets automatiques et points de vente de la région sont prêts à accepter et à entretenir ces cartes.

Enfin, dans les faits, ce sont sept banques russes qui ont été exclues du système de paiement SWIFT [9]. La liste des institutions écartées comprend VTB, Bank Otrkitie, Novikombank, Promsvyazbank, Bank Rossiya, Sovcombank et VEB [10]. Cependant, les sanctions épargnent la plus grande banque de Russie, **Sberbank**, puisqu'elle est le principal canal de paiement pour les importations européennes du gaz et du pétrole russe.

À noter pour finir qu'en **Iran**, lorsque le pays avait dû faire face à une exclusion similaire du système SWIFT entre 2014 et 2016, les banques avaient réussi à continuer de fonctionner tant bien que mal à travers des fax, des e-mails, des coups de téléphones et des courriers.

Ainsi l'effet escompté de la radiation des principales banques russes du système SWIFT est à relativiser. La Russie a en effet de multiples leviers, qu'elle peut utiliser afin de contourner la sanction internationale.





NORD  
STREAM 2  
(NS-2)

L'exportation des **ressources naturelles** (gaz, pétrole, minerais de fer, acier, diamants, nickel, platine et bois) constitue la principale source de revenu de l'économie russe. La Russie est en effet le deuxième producteur mondial de gaz naturel et le troisième producteur de pétrole, mais aussi l'un des principaux producteurs et exportateurs de diamants, de nickel et de platine[11]. Elle est également le deuxième producteur mondial de bois rond industriel, derrière la Nouvelle-Zélande. Dans ses sanctions, la communauté internationale a décidé de suspendre la mise en service du gazoduc NS-2, qui aurait permis à la Russie de vendre son gaz naturel en Europe, sans payer de taxes frontalières et sans être obligé de traverser des territoires comme l'Ukraine ou la Pologne.

Cependant pour l'Allemagne, qui est dépendante des exportations de gaz russe (le pays importe 55 % de son gaz naturel, 35 % de son pétrole et 50 % de son charbon depuis la Russie [12]), cette sanction peut avoir un réel impact sur son économie. Le pays avait d'ailleurs émis de nombreuses réserves quant à l'application de cette sanction. Mais cette dépendance n'est pas une spécificité allemande, elle concerne l'Union européenne dans sa globalité, qui en 2019, avait importé 440 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel, dont 37 % venaient des gazoducs russes [13].

Mais outre la dépendance européenne au gaz russe, c'est un enjeu **géopolitique** qui se cache derrière le projet NS-2. En effet Gazprom, propriétaire de NS-2, évalue sa part de marché en Europe et en Turquie à 35%. Or si NS-2 entre en service et que dans le même temps, la Russie achève son autre projet de gazoduc, Turk Stream, qui reliera la Russie, la mer Noire, la Turquie, puis la Grèce et donc l'Union européenne, la Russie pourra alors drastiquement augmenter ses ventes de gaz en Europe. Ce qui aura également pour effet d'augmenter la dépendance européenne au gaz russe. Cela ne plait évidemment pas aux États-Unis, qui craignent que cette dépendance permette à la Russie d'avoir une capacité d'influence sur l'Union européenne, en utilisant son gaz comme arme géopolitique. Par ailleurs, les États-Unis souhaitent, bien-sûr, développer leurs propres exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe et vers l'Allemagne.

D'autant plus que Moscou a signé avec Pékin le 1er mars 2022, un contrat pour la construction d'un gazoduc reliant la Sibérie et la Chine en passant par la Mongolie. Ce nouveau gazoduc entre la Chine (qui a un besoin grandissant en énergie compte tenu de son infatigable développement), et la Russie, (qui en profite pour étendre son marché de gaz naturel), vient s'ajouter au gazoduc « Power of Siberia » qui avait été mis en service fin 2019, reliant les deux pays. Ce projet de construction d'un nouveau gazoduc va ainsi permettre d'accroître la capacité de la Russie à exporter son gaz vers l'est et plus particulièrement vers la Chine. Cela va également aider la Russie à être plus indépendante de ses ventes de gaz en Europe, en diversifiant sa clientèle dans un contexte où les exportations vers l'ouest sont compromises.



LE GEL DES AVOIRS  
ET DES ACTIFS DES  
OLIGARQUES RUSSES

La sanction visant à geler les **actifs** (biens immobiliers, yachts etc...) et les **avoirs** (comptes bancaires) des oligarques russes (parmi lesquels Vladimir Poutine et son Ministre des affaires étrangères) est également à relativiser. En effet, tant que la saisie des actifs n'est pas décidée (la France a récemment franchi le pas), rien n'empêche l'individu sanctionné de jouir de ses biens s'il se trouve sur le territoire (interdiction de pénétrer sur le sol européen). Il peut également en faire profiter des amis ou des proches.

De plus, il est extrêmement difficile de **quantifier** l'ensemble des avoirs et actifs européens détenus par les élites russes visées par ces sanctions. Européens et Américains ont d'ailleurs annoncé, le 26 février 2022, la mise en place d'une « task force transatlantique » pour inventorier ces actifs. Cette quantification est d'autant plus compliquée que nombre d'oligarques ont recours aux différentes techniques de dissimulation de leur patrimoine financier et immobilier (prête noms, montages financiers...).

## QUEL EST LE PRIX À PAYER PAR LES ETATS QUI MÈNENT LA GUERRE ÉCONOMIQUE À LA RUSSIE ?

Les sanctions économiques à l'encontre de la Russie auront certainement un impact majeur sur l'activité économique du pays mais aussi, par contrecoup ou par « **effet boomerang** », sur les économies des pays à l'origine de ces sanctions.

Concernant le **gaz**, il est fort probable que les pays occidentaux connaissent une augmentation du prix du gaz non négligeable. Il en va de même pour le prix du **pétrole** (dont la Russie produit 10% de la consommation mondiale) qui lui aussi pourrait être amené à augmenter. Total Energie par exemple, produit 17% de son pétrole et de son gaz en Russie. A la différence de ses concurrents BP ou Shell, l'entreprise française maintient ses activités en Russie, mais pour combien de temps encore ? La mise en suspens des activités de Total en Russie serait ainsi une catastrophe pour l'entreprise énergétique.

Concernant **SWIFT**, les entreprises européennes présentes en Russie vont elles-aussi être victimes de l'exclusion de certaines banques russes du réseau. Elles risquent d'être frappées de plein fouet par la récession locale, sans pouvoir rapatrier leurs capitaux vers la France [14]. Une entreprise européenne qui a pour habitude d'effectuer des transactions avec une entreprise russe ne pourra plus le faire via SWIFT, ce qui va fortement mettre à mal la santé des entreprises étrangères insérées sur le marché russe. L'exclusion des principales banques russes du système SWIFT est donc à double tranchant. L'ensemble des institutions financières en relations commerciales avec la Russie seront ainsi freinées.



## QUELLES RÉALITÉS DERRIÈRE LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DIRIGÉES CONTRE LA RUSSIE ?

Ainsi les interconnexions sont nombreuses dans le monde moderne et dès lors, l'impact qu'auront les sanctions économiques occidentales sur le PIB russe impacteront aussi le PIB de l'ensemble des partenaires commerciaux de la Russie. Pour la France par exemple, le pays est le deuxième investisseur étranger en Russie et le premier employeur étranger, avec 160 000 salariés russes dans les entreprises françaises (Société générale, Renault, TotalEnergie ou encore Décathlon) basées en Russie [15].

Concernant **l'industrie** et tout particulièrement le titane russe, d'importants risques peuvent peser sur l'aéronautique européenne, la Russie fournissant 40% du ferrotitane utilisé en Europe. De plus, 34% des approvisionnements de l'industrie automobile proviennent également de Russie. De manière générale, l'ensemble de l'industrie occidentale va être mise à mal par ces sanctions, la Russie étant aussi le 3ème producteur mondial de nickel, le 7ème de cuivre et le 2ème de cobalt [16].

Pour finir, l'exclusion des principales (mais pas de la principale) banques russes du réseau SWIFT va fortement mettre à mal la capacité des occidentaux à **collecter de l'information économique** et ainsi à **surveiller** les flux financiers russes.

## CETTE GUERRE ÉCONOMIQUE PEUT-ELLE ABOUTIR À UNE PAIX EN UKRAINE ?

Visiblement pas, une politique de sanctions ne peut pas être une politique de paix. Seule la diplomatie peut entrer en action afin de faire taire les armes le plus rapidement possible. On observe néanmoins une **redéfinition du contexte géoéconomique mondial**. En effet, d'une part, ces sanctions économiques isolent et autonomisent encore un peu plus la Russie du reste de l'Europe, et d'autre part, elles rapprochent considérablement le pays de son partenaire chinois. A l'image de l'utilisation russe du système interbancaire chinois CIPS afin de contourner son exclusion du système occidental SWIFT. Ce déplacement à l'est va largement profiter aux sociétés chinoises à l'origine du CIPS et, dans le même temps, accentuer l'internationalisation du Yuan. La Chine comme la Russie, sont aujourd'hui plus indépendants que jamais vis-à-vis du système SWIFT, s'éloignant ainsi de leurs partenaires occidentaux. La construction d'un deuxième gazoduc reliant la Russie et la Chine illustre également le rapprochement économique des deux grandes puissances.

Concrètement, avec ces sanctions, on observe un renforcement de l'influence économique russo-chinoise.

Malgré tout, ces sanctions économiques auront un impact fort sur l'économie russe qui pourrait connaître une période de récession particulièrement marquante.



# SOURCES

## [1] Sources figure 1 :

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/ukraine-bercy-organise-la-traque-des-biens-des-oligarques-russes-1390542>

<https://www.ouest-france.fr/monde/guerre-en-ukraine/guerre-en-ukraine-la-russie-interdit-les-compagnies-aeriennes-de-36-pays-dont-la-france-3dc349f6-989c-11ec-a212-1f68235c1350>

[https://www.liberation.fr/international/europe/lunion-decide-du-principe-de-sanctions-massives-et-severes-20220224\\_NSOPKHIW2BHLZD4WCX42SV5AAI/](https://www.liberation.fr/international/europe/lunion-decide-du-principe-de-sanctions-massives-et-severes-20220224_NSOPKHIW2BHLZD4WCX42SV5AAI/)

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-ukraine-crisis/>

[https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/vladimir-poutine/guerre-en-ukraine-la-suisse-sort-de-sa-neutralite-historique-et-reprend-integralement-les-sanctions-de-l-union-europeenne-contre-la-russie\\_4986111.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/vladimir-poutine/guerre-en-ukraine-la-suisse-sort-de-sa-neutralite-historique-et-reprend-integralement-les-sanctions-de-l-union-europeenne-contre-la-russie_4986111.html)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/24/guerre-en-ukraine-nouvelles-sanctions-occidentales-apres-une-premiere-journee-d-offensive\\_6115147\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/24/guerre-en-ukraine-nouvelles-sanctions-occidentales-apres-une-premiere-journee-d-offensive_6115147_3210.html)

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-royaume-uni-ferme-ses-ports-aux-navires-russes-20220228>

<https://www.20minutes.fr/monde/3240655-20220223-conflit-ukraine-russie-washington-berlin-decide-sanctionner-moscou>

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/24/guerre-en-ukraine-nouvelles-sanctions-occidentales-apres-une-premiere-journee-d-offensive\\_6115147\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/24/guerre-en-ukraine-nouvelles-sanctions-occidentales-apres-une-premiere-journee-d-offensive_6115147_3210.html)

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-japon-va-sanctionner-la-russie-dans-les-semi-conducteurs-20220225>

<https://fr.yna.co.kr/view/AFR20220228003700884?section=news>

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-japon-va-sanctionner-la-russie-dans-les-semi-conducteurs-20220225>

<https://www.france24.com/fr/sports/20220301-sanctions-contre-la-russie-le-monde-des-%C3%A9checs-%C3%A9galemeent-de-la-partie>

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/guerre-en-ukraine-sous-pression-bp-se-desengage-du-russe-rosneft-1390001>

<https://www.reuters.com/business/energy/britains-bp-says-exit-stake-russian-oil-giant-rosneft-2022-02-27/>

<https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2022-03-01/gazoduc-reliant-la-russie-a-la-turquie/le-geant-petrolier-italien-eni-compte-ceder-ses-parts.php>

<https://www.reuters.com/business/autos-transportation/ups-fedex-halting-shipments-russia-ukraine-2022-02-27/>

[https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/02/28/guerre-en-ukraine-les-reseaux-sociaux-durcissent-leurs-mesures-contre-la-russie\\_6115560\\_4408996.html](https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/02/28/guerre-en-ukraine-les-reseaux-sociaux-durcissent-leurs-mesures-contre-la-russie_6115560_4408996.html)

[https://www.lemonde.fr/culture/article/2022/03/01/disney-warner-et-sony-suspendent-la-sortie-de-leurs-films-en-russie\\_6115740\\_3246.html](https://www.lemonde.fr/culture/article/2022/03/01/disney-warner-et-sony-suspendent-la-sortie-de-leurs-films-en-russie_6115740_3246.html)

[https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-apple-suspend-les-ventes-de-ses-produits-en-russie\\_4988703.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-apple-suspend-les-ventes-de-ses-produits-en-russie_4988703.html)

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/ukraine-l-armateur-francais-cma-cgm-va-cesser-de-desservir-les-ports-russes-20220301>

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/ukraine-le-geant-du-transport-maritime-maersk-va-arreter-de-desservir-les-ports-russes-20220301>

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/l-armateur-msc-mediterranean-shipping-suspend-les-cargaisons-vers-la-russie-20220301>

[2] <https://www.france24.com/fr/europe/20220225-qu-est-ce-que-le-syst%C3%A8me-swift-dont-la-russie-pourrait-%C3%AAtre-exclue>

[3] <https://fr.statista.com/infographie/26945/depreciation-du-rouble-russe-face-au-dollar-americain-taux-de-change/>

[4] [https://trends.levif.be/economie/politique-economique/quelles-sont-les-consequences-aux-sanctions-economiques-contre-la-russie/article-normal-1530873.html?cookie\\_check=1646319626#:~:text=Les%20sanctions%20pourraient%20affecter%20la,prochaines%20exclusions%20du%20r%C3%A9seau%20SWIFT.](https://trends.levif.be/economie/politique-economique/quelles-sont-les-consequences-aux-sanctions-economiques-contre-la-russie/article-normal-1530873.html?cookie_check=1646319626#:~:text=Les%20sanctions%20pourraient%20affecter%20la,prochaines%20exclusions%20du%20r%C3%A9seau%20SWIFT.)

[5] <https://theconversation.com/sanctions-contre-la-russie-l'exclusion-de-la-plate-forme-swift-est-elle-une-arme-nucleaire-financiere-178217>

[6] Selon le journal d'Etat Jiefang Daily.

[7] <https://point-banque.fr/2019/12/02/acquisition-le-systeme-de-paiement-mir-debarque-en-europe/>

[8] <https://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/the-swift-system-a-focus-on-the-u-s-russia-financial-confrontation/>

[9] selon le journal officiel de l'Union Européenne

[10] <https://fr.investing.com/news/economy/la-chine-remercie-lue-pour-ses-sanctions-les-banques-russes-se-tournent-vers-le-cips-2073962>

[11] <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/russie/apprehender-le-contexte-economique>

[12] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/03/guerre-en-ukraine-l-allemande-contrainte-a-reviser-ses-choix-energetiques\\_6115923\\_3232.html#:~:text=Aussi%20historique%20que%20soit%20le,de%20son%20charbon%20de%20Russie.](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/03/guerre-en-ukraine-l-allemande-contrainte-a-reviser-ses-choix-energetiques_6115923_3232.html#:~:text=Aussi%20historique%20que%20soit%20le,de%20son%20charbon%20de%20Russie.)

[13] <https://www.leparisien.fr/international/nord-stream-2-5-minutes-pour-comprendre-pourquoi-ce-gazoduc-est-devenu-un-enjeu-dans-la-crise-en-ukraine-30-01-2022-DON5QL7WJBBAPKRGTEVBFYPTU.php>

[14] <https://www.europe1.fr/economie/sanctions-contre-la-russie-quel-impact-pour-les-entreprises-francaises-4096911>

[15] selon la direction nationale du Trésor

[16] <https://www.latribune.fr/economie/france/crise-ukrainienne-la-hantise-de-l-industrie-francaise-pour-ses-provisionnement-critiques-905192.html>





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

